

# **UNION DES INDUSTRIES ET METIERS DE LA METALLURGIE DE LA VIENNE**

Syndicat professionnel

Siège social : 23 avenue René Cassin - Téléport 2  
86360 CHASSENEUIL DU POITOU

Rapport du commissaire aux comptes  
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

*Aux membres du Syndicat,*

## **1- Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'UNION DES INDUSTRIES ET METIERS DE LA METALLURGIE DE LA VIENNE, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du syndicat à la fin de cet exercice.

## **2- Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **3 - Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

➤ Tel que décrit dans l'annexe au paragraphe « Créances », les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque les perspectives d'encaissement s'avèrent inférieures à la valeur comptable.

➤ Nos travaux ont également consisté à vérifier la correcte application de l'accord de gestion de répartition des frais entre le syndicat et ses partenaires, parties à l'accord.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre syndicat, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe sur les postes considérés, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

#### **4- Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du syndicat.

#### **5- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du syndicat à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le syndicat ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### **6- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre syndicat.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du syndicat à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

FAIT A POITIERS, le 3 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes

SAS OUEST AQUITAINE AUDIT

  
Stéphane MELIN  
Commissaire aux Comptes



**UIMM de la Vienne**

Siège social : 23 avenue René Cassin

Téléport 2

86360 - CHASSENEUIL DU POITOU

***Comptes Annuels***

**01.01.2024 - 31.12.2024**

# Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains	57 958		57 958	57 958
ACTIF CIRCULANT	Constructions	521 619	113 307	408 312	418 744
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	133 022	81 022	52 000	60 994
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	282 087	3 931	278 156	278 156
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	<b>TOTAL (I)</b>	<b>994 686</b>	<b>198 260</b>	<b>796 425</b>	<b>815 851</b>
	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>				
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	25 071		25 071	6 379
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	139 744		139 744	84 066
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	69 460		69 460	69 460
	<b>DISPONIBILITES</b>	818 963		818 963	734 657
	Charges constatées d'avance	3 656		3 656	3 780
	<b>TOTAL (II)</b>	<b>1 056 894</b>		<b>1 056 894</b>	<b>898 342</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	<b>TOTAL ACTIF (I à V)</b>	<b>2 051 580</b>	<b>198 260</b>	<b>1 853 319</b>	<b>1 714 193</b>
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					



# Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

FONDS PROPRES		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	1 492 977	1 474 391
	Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs		
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>50 641</b>	<b>18 587</b>
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>1 543 619</b>	<b>1 492 977</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>		
<b>Total des fonds propres</b>		<b>1 543 619</b>	<b>1 492 977</b>
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics		
<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
<b>Total des provisions</b>			
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	24	24
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	40 484	52 647
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	176	
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	172 890	144 545
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	96 126	24 000
<b>Total des dettes</b>		<b>309 701</b>	<b>221 216</b>
	Ecart de conversion passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>1 853 319</b>	<b>1 714 193</b>
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		50 641,16	18 586,82
(1) Dont à moins d'un an		309 701	221 216
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		24	24

# Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	674 880	612 383
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	55 312	39 477
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	98 583	54 160
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	4 310	
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits		
Total des produits d'exploitation		833 085	706 020
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	502 201	463 798
	Aides financières	39 700	
	Impôts, taxes et versements assimilés	4 669	4 417
	Salaires et traitements		
	Charges sociales	936	624
	Dotation aux amortissements et dépréciations	19 426	19 255
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	229 727	206 338
Total des charges d'exploitation		796 659	694 432
RESULTAT D'EXPLOITATION		36 426	11 588





# Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		36 426	11 588
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	15 050	8 550
	<b>Total des produits financiers</b>	<b>15 050</b>	<b>8 550</b>
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	835	1 551
	<b>Total des charges financières</b>	<b>835</b>	<b>1 551</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>14 215</b>	<b>6 999</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts</b>		<b>50 641</b>	<b>18 587</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	<b>Total des produits exceptionnels</b>		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	<b>Total des charges exceptionnelles</b>		
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>			
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices			
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>848 135</b>	<b>714 570</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>797 494</b>	<b>695 983</b>
<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>		<b>50 641</b>	<b>18 587</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat			
<b>TOTAL</b>			
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole			
<b>TOTAL</b>			



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## Désignation de l'entreprise : ASS UIMM

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de **1 853 319** euros. et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un résultat de **50 641** euros

L'exercice a une durée de **12** mois, recouvrant la période du **01/01/2024** au **31/12/2024**.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 30/12/1899 par les dirigeants de l'entreprise.

## Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au **31/12/2024** ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2015-06 du 23 novembre 2015, modifié par le règlement ANC n°2016-07 du 04 novembre 2016.

Les conventions générales comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

## Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

## Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Concessions, logiciels et brevets : 12 mois
- \* Constructions : 10 à 50 ans
- \* Installations techniques : 5 à 10 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 1 à 5 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- \* Matériel de transport : 3 ans
- \* Matériel de bureau : 2 à 5 ans
- \* Matériel informatique : 2 à 3 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

## Stocks et en cours

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

## Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

## Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

## Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

## Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

## Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.



# Annexe libre

Etat exprimé en euros

## INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES POUR DONNER UNE IMAGE FIDELE

En application de l'arrêté du 31 décembre 2009 portant homologation du règlement n°2009-10 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des organisations syndicales :

- Le fait générateur de la cotisation est constaté par l'appel de cotisation.
- La méthode de comptabilisation appliquée consiste à enregistrer la totalité de la cotisation perçue en produit et la quote-part des versements à d'autres structures auxquelles elle est affiliée ou adhérente en charges.

Le montant brut des cotisations perçues sur l'exercice 2024 est de 674 880 Euros.

Dans le cadre de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, il est précisé que le président, le vice-président et le trésorier n'ont perçu aucune rémunération ni avantage en nature au cours de l'année 2023.

Le 25 juin 2014, l'UIMM VIENNE a acquis en pleine propriété indivise 92.20 % d'un ensemble immobilier sis 23, avenue René CASSIN, à CHASSENEUIL DU POITOU.

## AUTRES INFORMATIONS D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVES

En application de l'article L2135-2 du Code du Travail, modifié par l'ordonnance du 22 janvier 2009, les syndicats professionnels et leurs unions qui contrôlent une ou plusieurs personnes morales au sens de l'article 233-16 du Code de Commerce, sont tenus soit d'établir des comptes consolidés, soit de fournir en annexe les comptes agrafés de ces personnes morales ayant fait l'objet d'un contrôle légal par un commissaire aux comptes.

En application de cet article, l'UIMM contrôle les personnes morales suivantes :

- SARL EDITEC dans laquelle l'UIMM est associée à hauteur de 49.60 % et dont l'objet social est « la publication de revues ».
- L'association A.V.R.H. dont l'objet social est « d'accompagner les entreprises sur leurs problématiques de développement, d'optimisation, de production et de sauvegarde ».

L'UIMM et A.V.R.H. ont des administrateurs en commun.

Les comptes de l'association A.V.R.H. sont agrafés en annexe des présents comptes.



# Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains	57 958					57 958
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement	521 619					521 619
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	131 996		900		900	131 996
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier	1 026					1 026
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours			900		900	
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	712 599		1 800		1 800	712 599
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	282 087					282 087
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	282 087					282 087
TOTAL		994 686		1 800		1 800	994 686



# Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	102 875	15 649	5 216	113 307
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	71 003	12 947	3 954	79 996
	Matériel de transport				
Matériel de bureau, mobilier	1 026	57	57	1 026	
Emballages récupérables et divers					
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		174 903	28 653	9 227	194 329
TOTAL		174 903	28 653	9 227	194 329

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires							
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
<b>TOTAL IMMOB INCORPORELLES</b>							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
<b>TOTAL IMMOB CORPORELLES</b>							
Frais d'acquisition de titres de participation							
<b>TOTAL</b>							
<b>TOTAL GENERAL NON VENTILE</b>							





# Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	25 071	25 071	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	39 000	39 000	
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	100 744	100 744	
	Charges constatées d'avances	3 656	3 656	
	<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>168 471</b>	<b>168 471</b>	
(1)	Prêts accordés en cours d'exercice			
(1)	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	24	24		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	40 484	40 484		
	Personnel et comptes rattachés				
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	176	176		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	172 890	172 890		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	96 126	96 126		
	<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>309 701</b>	<b>309 701</b>		
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1)	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2)	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				



Produits à recevoir

Etat exprimé en euros		31/12/2024
Total des Produits à recevoir		47 862
Autres créances		47 862
SUBVENTION D'EXPLOITATION	39 000	
INTERETS COURUS A RECEVOIR	8 862	



# Charges à payer

Etat exprimé en euros		31/12/2024
Total des Charges à payer		83 889
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		24
BANQUE - INTÉRÊTS COURUS À PAYER	24	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		24 382
FOURN. FACT.NON PARVENUES	24 382	
Dettes fiscales et sociales		176
ETAT - AUTRES CHARGES À PAYER	176	
Autres dettes		59 306
DIVERS - CHARGES À PAYER	739	
DIV. CHARGES A PAYER QP CHGES MEDEF	58 568	



## Annexe libre

Etat exprimé en euros

### Notes sur le compte de résultat

#### Chiffre d'affaires et ressources

En application de l'arrêté du 31 décembre 2009 portant homologation du règlement n° 2009-10 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des organisations syndicales, le calcul des ressources s'établit comme suit :

Ressources de l'année	
Cotisations reçues	674 880
Reversement de cotisations	-216 884
Subventions perçues	98 583
Autres produits d'exploitation	57 088
Produits financiers perçus	15 050
Produits exceptionnels	0
Total des ressources	628 717



Filiales et participations

1/0

Etat exprimé en euros		31/12/2024		Capital	Capitaux propres	Q uote part du capital détenue (en pourcentage)	Valeur comptable des titres détenus	
							Brute	Nette
<b>A. Renseignements détaillés</b>								
<b>1. Filiales (Plus de 50 %)</b>								
SCI DES ENTREPRENEURS DU 23 AV. CASSIN				259 260	248 980	99,99	259 250	259 250
<b>2. Participations (10 à 50 %)</b>								
SARL EDITEC				50 000	28 820	49,60	3 781	3 781
<b>1. Filiales (Plus de 50 %)</b>								
SCI DES ENTREPRENEURS DU 23 AV. CASSIN						20 760	(655)	
<b>2. Participations (10 à 50 %)</b>								
SARL EDITEC						120 023	2 501	

